

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/297

G/SCM/W/305

26 février 1996

(96-0706)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS DE HONG KONG¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR ISRAEL²

La Mission permanente d'Israël a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, reçue le 15 février 1996.

La Loi de 1991 sur les prélèvements commerciaux, reproduite dans la notification d'Israël, était en vigueur avant la signature de l'Accord sur l'OMC en avril 1994. Israël déclare en outre qu'il procède à l'examen des parties pertinentes de cette loi en vue de la rendre conforme aux Accords de l'OMC. Il semblerait que de nombreuses dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC ne soient pas reprises dans la loi israélienne et que certaines dispositions de cette loi ne soient pas conformes à celles de l'Accord.

Question 1

- a) *Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC en Israël? A-t-il force de loi?*
- b) *Les autorités antidumping israéliennes sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping, ou de se référer à cet accord, par exemple pour interpréter la législation nationale?*
- c) *Comment Israël assurera-t-il le respect des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC avant que ses lois ne soient rendues totalement conformes à cet accord?*
- d) *Quel est le calendrier prévu pour l'achèvement de l'examen?*

¹G/ADP/W/187-G/SCM/W/194.

²G/ADP/N/1/ISR/2-G/SCM/N/1/ISR/2-G/SG/N/1/ISR/2.

Réponse

- a) L'Accord de l'OMC n'a pas automatiquement force de loi en Israël. La Loi actuellement applicable fait l'objet d'une révision visant à la rendre conforme aux nouveaux accords.
- b) Etant donné que le gouvernement israélien a ratifié l'Accord sur l'OMC, les autorités antidumping israéliennes sont tenues de respecter les dispositions de l'Accord, lorsque ces dispositions ne sont pas contraires à celles de la législation interne en vigueur. En général, il n'existe aucune contradiction entre les accords et la Loi israélienne et, comme nous l'avons indiqué dans nos remarques liminaires au Comité, un projet de législation est actuellement élaboré afin de rendre la Loi conforme aux accords. En pratique, compte tenu du libellé de la Loi, les autorités sont autorisées à se référer et à se conformer aux dispositions de l'Accord et le font effectivement.
- c) Voir la réponse figurant à l'alinéa b) ci-dessus.
- d) La révision de la Loi en vigueur est actuellement en cours mais il serait difficile à ce stade de prévoir un calendrier pour l'achèvement du processus législatif.

Question 2

Quelles procédures Israël a-t-elle mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse

La Loi actuelle traite de la révision judiciaire à l'article 50 et toutes les décisions administratives qui ne sont pas visées par cet article peuvent faire l'objet d'une révision de la Cour suprême.

Question 3

Quelles sont la politique et la législation d'Israël en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?

Réponse

Israël se félicite de la conclusion du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et de la création de l'Organe de règlement des différends institué à l'article 17 de l'Accord. Les décisions des groupes spéciaux seront examinées cas par cas.